

Hôpital Sainte-Marguerite. Création d'un collectif de défense des hôpitaux sud pour le maintien des structures de proximité.

Contre la politique de casse du service public

■ « Depuis une vingtaine d'années, pas moins de 14 hôpitaux publics ont été fermés à Marseille et les politiques successives de restrictions budgétaires aboutissent à un manque de moyens humains et à la fermeture des hôpitaux publics », entamait hier Jean-Marie Duville, secrétaire général CGT pour les hôpitaux sud de Marseille en même temps que le lancement du collectif de défense des hôpitaux sud de la ville constitué avec l'Union locale CGT Marseille sud et les politiques (PCF, NPA, Parti de gauche Marseille sud). Un comité de soutien qui entend bien défendre le maillage hospitalier de proximité que les politiques actuelles et la réforme de l'hôpital ne cessent de démanteler au détriment de la sécurité sanitaire et des structures sud de la ville. « A force d'austérité, nous sommes aujourd'hui dans une situation de recul de la qualité des soins et de la sécurité sanitaire, continue le secrétaire CGT, ainsi les quartiers sud, territoire équivalent à une ville comme Grenoble, n'ont plus de service d'urgence ».



Lancement hier du collectif de défense des hôpitaux sud de Marseille en présence des responsables CGT et d'élus (PCF). PHOTO ROBERT TERZIAN

Cette politique de casse du service public continue notamment à l'hôpital Sainte-Marguerite avec le départ récent du laboratoire et actuellement le départ de l'endocrinologie et de l'orthopédie pour une centralisation des soins à la Timone et à la Conception. « Les urgences sont maintenant concentrées vers le centre-ville, notamment à la Timone dont le service est déjà

saturé », explique-t-on encore du côté CGT sans oublier la baisse constante des effectifs depuis la réforme de l'hôpital public et une perte évaluée à 800 agents au sein de l'Assistance publique des hôpitaux de Marseille (APHM). « Nous perdons une vingtaine d'équivalents temps plein chaque mois, la direction annonce une perte de 300 postes et il ne reste plus que 1300 agents au sein de l'APHM. » Derrière

ces logiques comptables et le désert médical, « il y a aussi des intérêts privés tels que les promoteurs immobiliers avec un patrimoine public cédé au privé comme sur les terrains de Valmante ou ceux de Clairval », indique Guillaume Algrin, secrétaire général adjoint CGT Hôpitaux sud soulignant encore, « petit à petit, on supprime les structures ou on les transforme en services de soins et de réadaptation

aux personnes âgées plus lucratifs ». « Nous lançons donc un appel aux politiques et aux populations contre le démantèlement de l'hôpital public et pour une protection sociale solidaire », lance Patrice Kantarjian, secrétaire de l'Union locale CGT Marseille sud à propos du nouveau collectif de défense bien décidé à poursuivre la bataille. **E.B**

En bref

Projection « Les poilus d'ailleurs »

Projection-rencontre *Les poilus d'ailleurs* avec le réalisateur du film Medhi Lallaoui, à 14h aux Archives départementales, à l'initiative d'Approches cultures et territoires, le Réseau pour l'immigration et la Mémoire des immigrations et des territoires, Au nom de la mémoire. Ce documentaire restitué à l'aide d'archives audiovisuelles l'histoire et le rôle majeur des dizaines de milliers de colons issus de l'Empire et de volontaires étrangers venus combattre sous le drapeau français pendant la Grande boucharie. Au travers d'interviews, le réalisateur explique les conditions de leur recrutement et leur arrivée, qu'ils soient soldats ou travailleurs. Entrée libre 20, rue Mirès (3^e).

Débat sur l'accès à l'eau nié dans les prisons

En juillet 2010, l'ONU a décrété l'accès à l'eau, aux toilettes et à l'hygiène (douches et lavage de main), un droit fondamental, dont le thème choisi cette année est «Egalité et dignité». Les associations Eau commun Paca et l'Observatoire international des prisons invitent au débat sur «L'inobservation scandaleuse de ce droit humain dans les prisons» ce soir à 18h à l'Ache de Cuba, 9 place Paul Cézanne (6^e).

Finances publiques. Les agents ont débrayé, hier, pour les emplois, contre les coupes budgétaires, responsables de la dégradation des missions et de l'accueil du public. Manif devant Sadi Carnot.

« Ce sont toujours les petits qui trinquent »

■ Les agents des Finances publiques ont cessé le travail, hier, pour les emplois et la défense de la qualité du service public, à l'appel de la CGT. Un mouvement national des salariés de la fonction publique qui refuse les coupes budgétaires dont ils font les frais, de même que les travailleurs du privé, les retraités, précaires ainsi que le peuple de ce pays.

A Marseille, ils se sont retrouvés devant le centre des impôts Sadi Carnot où la pétition tendue aux contribuables « pour la réception dans la dignité » a rencontré un franc succès. Cécile fait partie de la totalité des agents qui ont changé de service parce qu'ils n'en pouvaient plus à l'accueil de Sadi Carnot. « Ici, on reçoit les gens dans des conditions inhumaines. Ils se déplacent avec leur grande mère sociale. Pendant longtemps, on a joué le rôle d'amortisseur en leur expliquant leurs droits, on fait de l'éducation civique en permanence, cela prend du temps, mais la hiérarchie est derrière nous à nous chronométrer. Il fut un temps où les personnes repartaient avec des réponses à leurs questions, aujourd'hui on y répond à 50 % en raison du manque de personnel ».



Les agents, en grève, ont fait signer des pétitions pour un service public respectueux des contribuables. PHOTO STÉPHANIE CLAD.

Et pendant qu'on distribue des millions aux entreprises sans création d'emplois, on réclame la taxe d'habitation à ceux qui vivent pauvrement, dénoncent les grévistes. Yolande travaille au service des impôts des entreprises à Saint-Barnabé et vit

cette injustice au quotidien. « C'est le service où l'on supprime le plus de personnel. Une aberration parce qu'on n'a pas le temps de vérifier l'opportunité de toutes les aides publiques, sous forme de crédits d'impôt recherche ou d'apport de CICE, distribués géné-

reusement aux grandes entreprises. Et pendant ce temps, ce sont toujours les petits qui morflent. Lundi, j'ai du recevoir 50 auto-entrepreneurs et 100 appels téléphoniques parce que depuis le début de l'année, ils sont impossibles sur la cotisation foncière des entreprises. Jusqu'à présent, ils en étaient exonérés et se demandent pourquoi ils doivent aujourd'hui la payer ».

Habitant du 14^e, Mustapha attend patiemment son tour avant d'entrer tout en signant la pétition. « Au Maroc, chez moi à Casablanca, les impôts sont mieux organisés. On prend un ticket et on attend assis. La grève des personnels est une bonne initiative, mais il faudrait plus de monde dans la rue pour faire pression ». Depuis, plusieurs semaines, Sadi Carnot ferme ses portes les jeudis pour s'occuper des dossiers en retard, mais comme le fait remarquer Patrick, agent au service des impôts des entreprises. « Cela ne marche pas, même la direction le reconnaît. Les collègues des étages sont obligés de venir aider ceux de l'accueil. Et fermer un jour ne règle pas le problème, le travail est toujours là à cause des effectifs constants ». Pourtant, dès 2010 les délégués au

CHSCT* avaient alerté sur les conséquences de la fusion avec de gros accueils comme à Sadi Carnot, Borde, Saint-Barnabé ou au Prado. « C'est une usine à gaz », expression explicite employée à l'époque, rappelle Sylvain Bernardeau, secrétaire au CHSCT Et la réalité vient confirmer cette alerte.

Les prévisions ne sont pas bonnes : 2 000 emplois supprimés en 2015 dans l'Hexagone, dont 37 dans le département, 2 000 en 2014, 2 500 en 2013, annonce la CGT alors qu'il y a 80 milliards de fraude fiscale, complète Frédéric Larrivière, co-secrétaire CGT des Finances publiques 13. « Il y a eu la fermeture du jeudi, l'administration réfléchit à une fermeture le mardi, c'est le syndrome de la CAF. On ne peut pas accepter le démantèlement du service public. En nous enlevant les moyens d'exercer nos missions, en fermant les services, ils dégradent notre image », dénonce Philippe Laget, co-secrétaire CGT des Finances publiques 13.

« Ils cassent l'outil démocratique de contrôle et d'égalité devant l'impôt », conclut Frédéric Larrivière.

PIEDAD BELMONTÉ

*Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.